

RÈGLEMENT DE VOIRIE ET DES ESPACES PUBLICS

Ville de Lisieux

SOMMAIRE

SOMMAIRE	0
PRÉAMBULE	3
CHAPITRE 1 – GÉNÉRALITÉS	4
ARTICLE 1 – OBJET DU RÈGLEMENT	4
ARTICLE 2 – CHAMP D'APPLICATION	4
<i>Article 2.1 – Cas particulier des occupants de droit</i>	5
ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES	6
ARTICLE 4 – RESPECT DES TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES	7
<i>Article 4.1 – Constat des infractions</i>	7
<i>Article 4.2 – Redevance d'occupation du domaine public</i>	8
ARTICLE 5 – DROITS DES TIERS ET RESPONSABILITÉS	8
ARTICLE 6 – ENTRÉE EN VIGUEUR	9
ARTICLE 7 – EXÉCUTION DU RÈGLEMENT	9
CHAPITRE 2 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	10
ARTICLE 8 – CONDITIONS D'INTERVENTION SUR LE DOMAINE PUBLIC	10
ARTICLE 9 – PERMISSIONS DE VOIRIE ET STATIONNEMENT	10
<i>Article 9.1 – Permis de stationnement</i>	11
<i>Article 9.2 – Permission de voirie</i>	11
ARTICLE 10 – DT – DICT – ATU	12
ARTICLE 11 – ARRÊTÉ DE VOIRIE	12
ARTICLE 12 – DÉLIMITATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER (ALIGNEMENT)	13
ARTICLE 13 – ÉTAT DES LIEUX	14
CHAPITRE 3 – DISPOSITIONS TECHNIQUES	15
ARTICLE 14 – GÉNÉRALITÉS	15
<i>Article 14.1 – Programmation des travaux</i>	15
<i>Article 14.2 – Emprises, longueurs et chargements</i>	15
<i>Article 14.3 – Interruptions de travaux prolongées</i>	16
<i>Article 14.4 – Écoulement des eaux</i>	16
<i>Article 14.5 – Accès aux usagers</i>	16
<i>Article 14.6 – Signalisation et protection de chantier</i>	16
<i>Article 14.7 – Information</i>	17
<i>Article 14.8 – Propreté</i>	17
<i>Article 14.9 – Protection des ouvrages rencontrés dans le sol</i>	18
<i>Article 14.10 – Protection des mobiliers et matériels urbains</i>	18
ARTICLE 15 – RÉALISATION DES TRANCHÉES ET FOUILLES	18
<i>Article 15.1 – Implantation</i>	19
<i>Article 15.2 – Découpe</i>	19
<i>Article 15.3 – Déblaiement</i>	19
<i>Article 15.4 – Remblaiement</i>	19

Article 15.5 – Couverture des réseaux	20
ARTICLE 16 – RÉFECTIONS	21
Article 16.1 – Tranchée longitudinale	22
Article 16.2 – Tranchée transversale	23
ARTICLE 17 – CRÉATION ET/OU MODIFICATION D'ACCÈS	24
Article 17.1 – Généralités	24
Article 17.2 – Caractéristiques techniques	25
Article 17.3 – Conditions de visibilité	25
ARTICLE 18 – OBJETS D'ART OU VESTIGES ANCIENS	26
ARTICLE 19 – CARACTÉRISTIQUES DES CLÔTURES ET PLANTATIONS	26
ARTICLE 20 – PROTECTIONS DES PLANTATIONS ET DES ESPACES VERTS	27
ARTICLE 21 – PROPRETÉ DU DOMAINE PUBLIC ET POLLUTIONS DES SOLS	29
ARTICLE 22 – DÉFENSE INCENDIE	29
CHAPITRE 4 – DROITS ET OBLIGATIONS	30
ARTICLE 22 – DROITS ET OBLIGATIONS DE LA VILLE DE LISIEUX	30
ARTICLE 23 – DROITS ET OBLIGATIONS DES RIVERAINS	30
ANNEXES	32
COMPOSITION DE LA SOUS-CHAUSSEE	33
Fiche n° 1	33
Fiche n° 2	33
Fiche n° 3	35
Fiche n° 4	36
COMPOSITION DU SOUS-TROTTOIR	38
Fiche n° 5	38
AUTRES ANNEXES	39
Fiche n° 6	39
Fiche n° 7 – 1	41
Fiche n° 7 – 2	42
Fiche n° 7 – 3	43

PRÉAMBULE

Selon le Code de la Voirie Routière (article L111-1) :

« Le domaine public routier comprend l'ensemble de biens du domaine public de l'État, des départements et des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées.

L'État veille à la cohérence et à l'efficacité du réseau routier dans son ensemble ; il veille en particulier à la sécurité, à la cohérence de l'exploitation et de l'information des usagers, à la connaissance statistique des réseaux et des trafics ainsi qu'au maintien, au développement et à la diffusion des règles de l'art.

Sur les réseaux relevant de leur compétence, les collectivités territoriales et leurs groupements définissent conjointement avec l'État les programmes de recherche et de développement des savoir-faire techniques dans le domaine routier. Ils sont associés à la définition des normes et définitions techniques correspondantes, adaptées à la spécificité de chacun des réseaux. »

Les voies communales, chemins ruraux et leurs dépendances font partie du domaine routier communal. Il est précisé que, outre les voies, chemins ruraux et leurs dépendances appartenant à la commune, la Communauté d'Agglomération Lisieux-Normandie a la gestion des voies d'intérêt communautaire, et le Département du Calvados celle des voies départementales. Cette répartition des compétences fait l'objet d'une convention distincte, notamment sur l'entretien des giratoires (délibération n°2020-39 du 2 juin 2020).

Tout le patrimoine est affecté à la circulation publique.

Il convient donc de respecter un certain nombre de règles lors d'interventions sur ce domaine dans un souci, d'une part, de sécurité de ses usagers, d'autre part, de pérennité du patrimoine.

CHAPITRE 1 – GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1 – OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement a pour but de définir les dispositions administratives et techniques auxquelles sont soumises les occupations de la voie et des espaces publics et l'exécution de travaux de surface ou de profondeur.

Il s'applique à l'installation et à l'entretien des réseaux divers dans l'emprise des voies communales ouvertes à la circulation publique et d'une façon générale, à toute occupation du sous-sol public et sur sol.

Il s'applique également aux travaux de surface tels que réfection, aménagement, élargissement, etc., entrepris par les services publics, les entreprises adjudicataires des concessionnaires de réseaux, les entreprises adjudicataires de la Ville ou les entreprises dûment agréées par la Ville pour intervenir sur le domaine public.

Le présent règlement abroge le précédent en date du 04 février 1986.

ARTICLE 2 – CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique :

- Sur l'ensemble du patrimoine routier et des espaces publics dans la Ville de Lisieux,
- Pour toutes les interventions affectant l'aérien, le sol et le sous-sol de ce patrimoine et de ces espaces,
- Aux permissionnaires, concessionnaires, délégataires, occupants de droit, entrepreneurs et demandeurs voulant exécuter une intervention ayant une emprise sur ce patrimoine et sur ces espaces. Cet ensemble est nommé par la suite « intervenant » ; il peut s'agir d'une personne physique ou morale.

Article 2.1 – Cas particulier des occupants de droit

Les exploitants de réseaux de télécommunications ouverts au public et les services publics de transport ou de distribution d'électricité ou de gaz, notamment, sont des occupants de droit du domaine public routier communal, en application des articles L. 323-1 et suivants du Code de l'Énergie et L. 113-3 et suivants du Code de la Voirie Routière. Les principes spécifiques suivants leur sont en particulier applicables :

1. Ces occupants de droit ne sont pas soumis à la délivrance d'un titre d'occupation, en application des articles L. 113-3 à L. 113-7 du Code de la Voirie Routière ;
2. Une législation spécifique s'applique pour les redevances d'occupation du domaine public, qui sont dues conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
3. Les prescriptions du présent règlement de voirie ne peuvent pas imposer à ces derniers des modalités techniques d'exécution de leurs travaux, au-delà des normes applicables (arrêt CAA de VERSAILLES, 2^e chambre, 06/12/2018, 17VE00221).

Il est toutefois précisé que :

- Ces occupants doivent respecter les conditions techniques d'exécution et d'implantation des ouvrages et recueillir l'accord préalable du maire, dans un but de police et de coordination des tranches de travaux prévues par les titulaires du droit d'occupation du domaine public routier, en application des articles L. 115-1 et R. 115-1 du Code de la Voirie Routière ;
- En cas d'impact de leurs interventions sur la circulation ou le stationnement, la demande et l'obtention préalable d'un arrêté municipal les réglementant est nécessaire.

L'application des dispositions du présent règlement de voirie doit par conséquent se faire dans une relation de compatibilité avec ces principes applicables aux occupants de droit. Ainsi :

- Il ne peut pas être demandé à ces occupants particuliers des travaux excédant la remise en état de la chaussée sur l'emprise des tranchées ou des fouilles effectuées. Cette remise en état sera effectuée en respect des seules normes en vigueur ;

- Les programmes de travaux affectant la voirie doivent être communiqués pour l'année à venir à la date fixée par le Maire. Ces programmes précisent la nature des travaux, leur localisation, la date de leur début et leur durée, ainsi que les opérations préparatoires aux travaux susceptibles d'affecter la voirie ;
- L'information des riverains portée par l'article 14.7 du présent règlement peut être allégée sur décision écrite expresse du Maire ou de l'adjoint au Maire ayant délégation pour les travaux de voirie ;
- Les annexes au présent règlement sont produites à titre indicatif pour ces occupants de droit.

ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Il est à noter que la Ville de Lisieux se réserve le droit d'interdire tous travaux sur la voirie et les espaces publics ayant fait l'objet de réfections ou aménagements datant de moins de **5 ans**. Si l'intervention doit être amenée à se faire impérativement, l'intervenant devra reprendre l'intégralité de l'aménagement selon les prescriptions exigées par la Ville de Lisieux.

Pour toute intervention sur des réfections ou aménagements datant de plus de 5 ans (et exception citée ci-dessus) sur le domaine public routier communal, les prescriptions relatives aux conditions d'exécution font l'objet d'un accord préalable qui récapitule les modalités d'occupation du domaine public. Les différentes démarches préalables à effectuer sont détaillées au chapitre 2.

L'accord ou arrêté est limitatif, c'est-à-dire que tout ce qui n'y est pas nettement spécifié est interdit (sauf aléa de chantier à traiter au titre des travaux imprévisibles et urgents).

L'intervenant est responsable de son intervention. Il doit transmettre copie de l'accord à son exécutant, ainsi que, le cas échéant, une copie du présent règlement, pour les chapitres qui le concernent.

Avant le démarrage des travaux, l'intervenant doit, à son initiative, organiser une réunion de chantier afin de mettre au point les modalités d'intervention et établir un état des lieux (constat) avec les représentants de la mairie de Lisieux.

En l'absence de l'une des parties, au jour et à l'heure convenue, ce constat est établi par la partie présente qui le notifie à l'autre, laquelle a quinze jours, dès réception, pour le réfuter. À défaut de constat, les parties de voirie et/ou espaces publics concernés par les travaux seront considérés en bon état et les réfections exigées en conséquence.

ARTICLE 4 – RESPECT DES TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES

L'intervenant est tenu de respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires en rapport avec son intervention (sans que cette limite soit exhaustive) :

- Les Codes de la Route et de la Voirie Routière, et plus largement Code Civil, Code de l'Énergie, Code Rural et de la Pêche Maritime et Code Forestier,
- Les délibérations du Conseil Municipal, notamment celle relative aux tarifs municipaux,
- Les arrêtés municipaux,
- Les règlements d'assainissement en vigueur,
- Le présent règlement de voirie et espaces publics,
- La charte des espaces verts,
- Les normes, règlements et règles de l'art en vigueur.

Pour les obligations incombant aux riverains, l'arrêté municipal n° 1467 du 27 mai 2015 s'applique, notamment en ce qui concerne :

- L'entretien courant,
- Les gouttières et les gargouilles,
- La neige et le verglas,
- Les espaces verts,
- Les animaux.

Article 4.1 – Constat des infractions

Selon le Code de la Voirie Routière (article R116-2) :

« Seront punis d'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe ceux qui :

1° Sans autorisation, auront empiété sur le domaine public routier ou accompli un acte portant ou de nature à porter atteinte à l'intégrité de ce domaine ou de ses dépendances, ainsi qu'à celle des ouvrages, installations, plantations établis sur ledit domaine ;

2° Auront dérobé des matériaux entreposés sur le domaine public routier et ses dépendances pour les besoins de la voirie ;

3° Sans autorisation préalable et d'une façon non conforme à la destination du domaine public routier, auront occupé tout ou partie de ce domaine ou de ses dépendances ou y auront effectué des dépôts ;

4° Auront laissé écouler ou auront répandu ou jeté sur les voies publiques des substances susceptibles de nuire à la salubrité et à la sécurité publiques ou d'incommoder le public ;

5° En l'absence d'autorisation, auront établi ou laissé croître des arbres ou haies à moins de deux mètres de la limite du domaine public routier ;

6° Sans autorisation préalable, auront exécuté un travail sur le domaine public routier ;

7° Sans autorisation, auront creusé un souterrain sous le domaine public routier. »

La répression des infractions est poursuivie devant la juridiction administrative.

Pour autant, cet article ne pourra pas avoir pour conséquence de priver d'application les dispositifs liés aux autorisations particulières pour les travaux d'urgence ou imprévisibles.

Article 4.2 – Redevance d'occupation du domaine public

Selon le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (articles L2121-1 et suivants), toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique donne lieu au paiement d'une redevance.

Elle s'appuie sur l'état déclaratif du demandeur, qui doit déposer sa requête auprès de le service gestionnaire de la voirie, au minimum 10 jours ouvrés avant le commencement des travaux.

Le montant de la redevance est révisé chaque année, au même titre que les autres tarifs municipaux, par délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 5 – DROITS DES TIERS ET RESPONSABILITÉS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément préservés : l'intervenant ne peut notamment se prévaloir de l'accord technique qui lui est réservé (en l'application du présent règlement) au cas où il causerait préjudice à des tiers.

L'intervenant est civilement responsable de tous les accidents ou dommages se produisant lors de l'intervention et du fait de cette intervention. Il garantit la collectivité de toute condamnation qui pourrait être prononcée contre elle de ce chef.

La responsabilité de l'intervenant reste engagée, en cas de malfaçons, selon les réglementations en vigueur. En effet, aucune intervention de tiers sur le domaine public ne doit porter atteinte à l'intégrité du domaine (chaussées et dépendances).

La Ville de Lisieux se réserve donc le droit d'intervenir en urgence pour assurer le maintien de cette intégrité et la sécurité des usagers, pour supprimer tout risque d'accident, notamment en présence de salissures et boues ou hydrocarbures sur chaussées, obstacles, inondations de chaussée, etc.

Ces dispositions sont un rappel de la législation en vigueur et ne peuvent pas avoir pour effet d'instaurer un nouveau régime de responsabilité.

Ces interventions feront l'objet d'une demande de remboursement des frais engagés par la collectivité auprès des auteurs de ces actes de dégradations ou de poursuites judiciaires.

ARTICLE 6 – ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement de voirie et des espaces publics entrera en vigueur à la date de publication de la délibération du conseil municipal visant à adopter ledit règlement.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION DU RÈGLEMENT

Le Maire de Lisieux est chargé de l'exécution du présent règlement de voirie et des espaces publics.

CHAPITRE 2 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'INTERVENTION SUR LE DOMAINE PUBLIC

Avant toute intervention sur le domaine public, l'intervenant doit obtenir des autorisations préalables et renseignements auprès des gestionnaires et occupants du domaine public. Il doit donc :

- Disposer d'un arrêté temporaire (ou permission) de voirie ou stationnement qui fixe les modalités d'occupation du domaine public,
- Avoir consulté les autres occupants du domaine public par déclaration de projet de travaux (DT), conformément à la réglementation applicable aux travaux à proximité des ouvrages souterrains et aériens, complétée par la suite par une Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux (D.I.C.T.),
- Respecter les trois fascicules DT/DICT/ATU (<https://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr/gu-presenta-tion/construire-sans-detruire/guide-d-application-de-la-reglementation.html>).

ARTICLE 9 – PERMISSIONS DE VOIRIE ET STATIONNEMENT

Ces demandes sont à adresser à la mairie de Lisieux. En fonction du type d'intervention, il convient d'obtenir un arrêté pour :

- Une demande d'occupation de stationnement pour les interventions ne donnant pas lieu à une emprise dans le sol du domaine public,
- Une permission de voirie pour les interventions donnant lieu à un ancrage dans le sol du domaine public.

Article 9.1 – Permis de stationnement

Le permis de stationnement est une autorisation d'occuper temporairement le domaine public ne donnant pas lieu à une emprise au sol.

La demande, à adresser à la mairie de Lisieux, doit comprendre :

- Une description de la nature et de la consistance de l'occupation,
- Un plan de situation des travaux permettant de les situer par rapport à un repère facilement identifiable,
- Une note sur les contraintes prévisibles (sécurité, pérennité de la circulation),
- L'adresse exacte dans le cas d'un déménagement ainsi que la longueur d'occupation à prévoir.

Article 9.2 – Permission de voirie

La permission de voirie est une autorisation donnée temporairement à une personne physique ou morale d'effectuer des travaux impliquant occupation et emprise du domaine public. Elle est délivrée selon les modalités d'occupation du présent règlement, à titre précaire et révocable.

La demande doit être formulée par écrit à la Ville de Lisieux au moins 15 jours avant l'ouverture de chantier (document Cerfa 14023*01).

Afin d'être instruite, cette demande doit comporter :

- Une description des nature, consistance et durée des travaux,
- Un plan de situation des travaux ou l'adresse exacte permettant de les situer par rapport à un repère facilement identifiable,
- Un plan détaillé à une échelle exploitable (1/500) avec emprise des travaux envisagés,
- Une note sur les contraintes prévisibles (sécurité, pérennité de la circulation).

Le gestionnaire de la voirie peut solliciter la production de renseignements complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande (plans de détails des ouvrages) ou un rendez-vous sur place.

La permission de voirie est délivrée sous forme d'un arrêté, notifié au pétitionnaire. Elle inclut les conditions techniques d'occupation conformément aux dispositions du présent règlement (plans de détails des ouvrages) ou un rendez-vous sur place.

La décision est prise dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande. En l'absence de réponse, l'autorisation est réputée refusée.

La délivrance de la permission de voirie ne dispense pas le bénéficiaire de l'obligation d'obtenir une autorisation d'entreprendre les travaux et si besoin un arrêté de circulation.

ARTICLE 10 – DT – DICT – ATU

Ces opérations préalables et obligatoires doivent permettre à l'intervenant de recenser les réseaux (souterrains et aériens) dans l'emprise du projet.

Selon les lois en vigueur, suivant l'état d'avancement d'un projet, les intervenants doivent consulter la plate-forme DT/DICT (<https://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr>) ou un prestataire de service ou, en cas d'absence de connexion à internet, la mairie concernée par le projet de travaux. Les documents suivants seront alors envoyés à chaque exploitant :

- DT : déclaration de projet de travaux afin de connaître ou non la présence de réseaux souterrains dans l'emprise du projet,
- DICT : déclaration d'intention de commencer les travaux (en se référant aux résultats de la DT),
- ATU : avis de travaux urgents. Dans le cas d'accident exigeant une réparation immédiate, les services publics sont chargés d'informer immédiatement le service gestionnaire de la voirie et de justifier l'urgence dans les 24 heures.

Les intervenants s'engagent à avoir pris connaissance et respecter les trois fascicules DT/DICT/ATU, consultables en suivant le lien suivant : <https://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr/gu-presentation/construire-sans-detruire/guide-dapplication-de-la-reglementation.html>.

Ces demandes peuvent être accompagnées de la demande d'arrêté ou de permission de voirie.

ARTICLE 11– ARRÊTÉ DE VOIRIE

Les interventions impliquant des restrictions de circulation (rétrécissement de chaussée, alternat, coupure, déviation) relèvent du pouvoir de police du maire sur le domaine public communal.

L'autorisation sera délivrée sous forme d'arrêté détaillant, si nécessaire, les mesures à prendre par l'intervenant.

L'autorisation d'exécuter les travaux ne sera accordée que sur présentation d'une demande écrite (selon le formulaire de la Ville), au minimum 21 jours avant le début des travaux et mentionnant obligatoirement :

- L'objet des travaux,
- La situation des travaux,
- La durée nécessaire pour l'exécution des travaux en jours ouvrables, l'indication en semaine ou en mois étant suffisante pour les grands chantiers,
- La période souhaitée pour l'exécution des travaux,
- Les propositions éventuelles concernant la réglementation de la circulation,
- Un plan précis au 1/500e indiquant les tracés des chaussées, trottoirs, l'emprise exacte des travaux envisagés, les dépôts de matériaux envisagés et le plan de déviation.

Le délai de délivrance de cet arrêté est lié aux mesures envisagées, notamment en cas de déviation, qui nécessite la consultation des gestionnaires de voies (communes voisines, Communauté d'Agglomération Lisieux-Normandie, Conseil Départemental du Calvados, etc.).

Pour les concessionnaires et délégataires disposant d'un arrêté permanent, ils devront tout de même déposer une demande d'arrêté spécifique en cas de travaux nécessitant d'interdire, même temporairement, la circulation des véhicules (route barrée).

ARTICLE 12 – DÉLIMITATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER (ALIGNEMENT)

Conformément au Code de la Voirie Routière, seul le gestionnaire de la voirie est compétent pour déterminer les limites du domaine public routier.

Toute personne qui désire établir une clôture ou tout autre aménagement en bordure de la voie publique communale est tenue de requérir la délivrance d'un arrêté d'alignement auprès de la mairie de Lisieux. Cet arrêté définira la délimitation entre le domaine public routier et la propriété privée cadastrée riveraine.

La demande doit être formulée par écrit et doit préciser :

- Le nom du pétitionnaire,
- Ses coordonnées,
- La localisation exacte de la (des) parcelle(s) concernée(s),
- La nature des travaux projetés,
- Les haies sèches, clôtures, palissades, murs, barrières ou autres doivent être établis suivant l'alignement, sous réserve des servitudes de visibilité et ne pas faire obstacle à l'écoulement naturel des eaux pluviales.

Les dispositions techniques d'implantation et de taille sont développées dans l'article 19.

Remarque :

- À noter que l'arrêté d'alignement ne dispense pas le pétitionnaire des démarches préalables (Déclaration Préalable, Permis d'Aménager, Permis de Construire) en conformité avec le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).
- La délimitation des chemins ruraux (domaine privé de la commune) par rapport aux propriétés riveraines, consiste en des opérations de bornage. Elle relève de la compétence d'un géomètre.

Les bornes parcellaires ou autres repères cadastraux et topographiques tels que bornes de triangulation, points polygonaux, boulons, croix, repères de nivellement sont à préserver sur le terrain.

ARTICLE 13 – ÉTAT DES LIEUX

Le cas échéant, pour les interventions qu'elle juge nécessaires, la Ville de Lisieux peut demander à l'intervenant la réalisation d'un état des lieux contradictoire :

- Avant le démarrage des travaux,
- À la réception définitive correspondant à la remise en état des lieux à la fin de l'intervention.

CHAPITRE 3 – DISPOSITIONS TECHNIQUES

ARTICLE 14 – GÉNÉRALITÉS

Les mesures générales communes aux différentes interventions sont les suivantes :

Article 14.1 – Programmation des travaux

Les services publics devront établir un programme de travaux qu'ils envisagent de réaliser dans l'année à venir, d'une part, et les deux années à venir, d'autre part, dans la mesure du possible, en application des articles L. 115-1 et R. 115-1 du Code de la Voirie Routière.

Ces programmes devront être adressés à la mairie de Lisieux en prévision de la réunion des concessionnaires prévue en début de chaque année, suivant les modalités prescrites par le service gestionnaire de la voirie. Ils seront diffusés aux différents services publics ou concédés, puis coordonnés au cours des réunions concessionnaires trimestrielles.

Article 14.2 – Emprises, longueurs et chargements

L'emprise nécessaire à l'intervenant devra être aussi réduite que possible, en particulier dans le profil en travers de la chaussée.

Le remblaiement à l'avancement des tranchées longitudinales sera à privilégier. Ceci permettra de libérer les emprises par sections successives.

Les opérations de chargement/déchargement, manutention de matériel seront à réaliser à l'intérieur des emprises de travaux. En cas d'impossibilité, ces opérations hors emprises seront exceptionnellement tolérées sous réserve de l'accord préalable du pétitionnaire.

Article 14.3 – Interruptions de travaux prolongées

À chaque interruption de travaux de plus de 24 heures, notamment en fin de semaine, des dispositions seront prises pour réduire au maximum l'emprise impactée par les travaux, évacuer les matériaux inutiles et mettre en conformité la signalisation.

Article 14.4 – Écoulement des eaux

Il devra être constamment assuré.

Article 14.5 – Accès aux usagers

Il devra être constamment assuré pour permettre le passage à l'ensemble des usagers (riverains, services publics, commerçants, clients, livreurs, etc.) et tenir compte des contraintes liées à l'environnement. En particulier, des ponts provisoires munis de garde-corps seront placés au-dessus des tranchées. Leur nombre et leur emplacement seront fixés dans l'accord préalable avec le service gestionnaire de la voirie.

L'intervenant devra notamment prendre en compte l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR) et l'accès permanent des véhicules de secours.

Article 14.6 – Signalisation et protection de chantier

L'intervenant doit prendre sous sa responsabilité et à ses frais, de jour comme de nuit, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public routier et la sécurité de la circulation : mise en place de la signalisation selon la réglementation en vigueur (notamment l'instruction interministérielle sur la signalisation routière), entretien, surveillance, ...

Ces mesures devront avoir reçu l'accord préalable du service gestionnaire de la voirie, qui peut, en cours de chantier, prescrire toute modification de ces mesures commandée par les conditions de la circulation.

La signalisation comprend également la protection de la zone d'emprise du chantier afin d'isoler le chantier en permanence de la circulation publique (clôture, barrières, etc.).

Article 14.7 – Information

Un courrier d'information précisant a minima la nature et la durée des travaux, ainsi que les coordonnées de l'entreprise, sera adressé à chaque riverain, soit par l'entreprise, soit par la commune, et ceci d'un commun accord.

Par ailleurs, en fonction de l'importance des travaux, un panneau d'information indiquant le maître d'ouvrage, l'objet, les coordonnées de l'entreprise, la date, la durée de l'intervention et l'arrêté de voirie, sera apposé à proximité du chantier.

La taille et leur nombre varieront en fonction de l'environnement (largeur des rues, encombrements des trottoirs, ...) et seront fixés en accord avec le service gestionnaire de la voirie.

Article 14.8 – Propreté

Les abords de la zone d'intervention devront être maintenus propres.

La voie publique utilisée par le chantier devra être balayée tous les jours en fin de travail et débarrassée de tous déblais et détritux divers.

Chaque fois que cela sera nécessaire, un dispositif de nettoyage des roues des engins de chantiers devra être mis en place. Il devra être utilisé pour éviter les souillures occasionnées aux voiries, au moment des déplacements des camions. Dans le cas où les revêtements, chaussées ou trottoirs seraient tout de même salis en raison de l'activité du chantier, l'entreprise devra procéder à son nettoyage.

Les camions transportant des matériaux devront être équipés de façon à éviter toute chute de matériaux lors des déplacements.

Il est interdit de préparer des matériaux salissants sur la voie publique, sans avoir pris les dispositions nécessaires à la protection des revêtements en place. Toutes les surfaces tachées, soit par des huiles, soit par du ciment ou autres produits, seront refaites par l'intervenant.

À défaut, la Ville de Lisieux procédera à la remise en état aux frais de l'intervenant, conformément aux textes en vigueur, et plus précisément à la délibération du Conseil Municipal relative aux tarifs municipaux.

Article 14.9 – Protection des ouvrages rencontrés dans le sol

Dans le cas où, au cours des travaux, l'intervenant rencontrerait ou mettrait à découvert des canalisations ou installations de nature quelconque, il serait tenu d'avertir immédiatement les services ou exploitants desquels elles dépendent en vue des mesures à prendre pour assurer la sécurité des biens et des personnes et la protection de ces biens ou installations.

D'une manière générale, l'intervenant est tenu de repositionner le grillage avertisseur à l'identique. Toute conduite découverte et dépourvue de grillage avertisseur sera signalée par un nouveau grillage avertisseur selon les codes couleurs réglementaires.

Pour les tranchées devant s'effectuer dans le voisinage des réseaux, l'intervenant devra se conformer à toutes prescriptions en vigueur relatives aux travaux devant se dérouler aux abords de ces ouvrages.

La suppression d'ouvrage enterré non utilisé doit faire l'objet d'un accord préalable du gestionnaire de la voirie et/ou du gestionnaire du réseau.

Article 14.10 – Protection des mobiliers et matériels urbains

Les mobiliers et matériels urbains (abris voyageurs, candélabres, bancs publics, poubelles, garde-corps, potelets, panneaux, etc.) situés dans le périmètre d'un chantier doivent être, avant le démarrage de celui-ci, protégés avec le plus grand soin par l'intervenant.

Dans le cadre de détériorations des mobiliers et matériels urbains par autrui, après constat avec le gestionnaire de voirie, les frais de remplacement du mobilier et réfection du revêtement s'il y a lieu, seront à sa charge, conformément aux textes en vigueur, et plus précisément à la délibération du Conseil Municipal relative aux tarifs municipaux.

ARTICLE 15 – RÉALISATION DES TRANCHÉES ET FOUILLES

Les prescriptions particulières sont fournies dans la permission de voirie préalablement demandée à la Ville de Lisieux. Les paragraphes suivants récapitulent les règles générales à respecter.

Article 15.1 – Implantation

Les tranchées ou fouilles seront implantées, dans la mesure du possible, à l'endroit de la voirie qui perturbe le moins sa gestion et sa pérennité, dans les zones les moins sollicitées.

Des distances minimales de la rive et des réseaux existants seront à respecter selon les cas.

Article 15.2 – Découpe

Les bords de la zone d'intervention effective doivent être préalablement entaillés par tout moyen pour éviter la détérioration du revêtement en dehors de l'emprise de la fouille et permettant d'obtenir une découpe franche et rectiligne, si possible parallèle au bâti ou aux bordures. Les découpes devront être soignées et de forme géométrique (carré ou rectangulaire).

En tout état de cause, tout revêtement cassé, fissuré ou épaufré à proximité de la tranchée ou du fait de l'absence de découpe devra être repris par l'intervenant.

Article 15.3 – Déblaiement

Les techniques de terrassements doivent être adaptées à la configuration du site (emprise, nature du revêtement, etc.).

Tous les matériaux provenant des fouilles sont évacués au fur et à mesure de leur extraction. Leur stockage sur la voie publique est interdit.

Lorsqu'une tranchée ou fouille croisera des bordures et des caniveaux, ceux-ci seront déposés puis reposés ou remplacés (si cassés) sur un lit de béton dosé à 350kg/m².

Article 15.4 – Remblaiement

Le remblaiement des tranchées s'effectue au fur et à mesure de l'avancement des travaux, conformément au guide technique SETRA-LCPC « Remblayage de tranchées et réfection des chaussées » ou suivant les textes qui viendraient le remplacer.

Préalablement au remblayage de tranchée, la classe de trafic sera définie par le gestionnaire de voirie selon le tableau ci-dessous :

	Trafic (PL/jour/sens) (interurbain ou traversée d'agglomération)
Très fort trafic	> 750
Trafic fort	750 à 150
Trafic moyen	50 à 150
Trafic faible	< 50

Les différentes méthodes de remblaiement à obtenir suivant le trafic défini sont récapitulées par fiche en annexes. Dans le cas de remblaiement en graves GNT ou recyclées (0/80, 0/63, 0/31.5 et 0/20), le compactage doit se faire par couche de 20 à 25 cm. La granulométrie de la GNT ne doit pas excéder 0/80.

Important : L'utilisation de mâchefer est interdite.

En cas d'affouillements accidentels, le gestionnaire de la voirie devra immédiatement être informé. Une nouvelle découpe de la chaussée ou du trottoir sera alors nécessaire pour assurer le compactage des matériaux sous-jacents.

Il est interdit d'abandonner dans les fouilles des corps métalliques, chutes de tuyaux ou de câbles, morceaux de bouche à clé et autres déchets de chantiers.

Les matériaux excédentaires seront évacués et les abords du chantier soigneusement nettoyés.

Lorsqu'il a été constaté contradictoirement que le remblaiement ne satisfaisait pas aux prescriptions posées par le présent règlement ou la permission de voirie, l'intervenant reprendra à ses frais les travaux défectueux. Le gestionnaire de la voirie pourra également demander à l'intervenant un test de compactage de la tranchée :

- Soit à l'aide d'un pénétromètre avec un essai tous les 25 mètres au minimum et surtout une identification préalable du matériau de remblaiement,
- Soit par test à la plaque en fonction de la configuration de la fouille avec un résultat > ou = à 50Mpa.

Article 15.5 – Couverture des réseaux

La couverture des réseaux est mesurée à partir de la génératrice supérieure de la canalisation ou de l'ouvrage du sol en application du protocole de coordination pour la construction des réseaux.

Conformément à la norme UTE CE 18-510 en vigueur, les réseaux et les branchements sont actuellement établis à une profondeur minimale de :

- 0,85 sous chaussées,
- 0,65 sous trottoirs, pistes cyclables, stationnements en trottoirs et parkings « véhicules légers ».

En cas d'impossibilité technique et/ou d'encombrement manifeste du sous-sol, constatés contradictoirement avec le service gestionnaire de la voirie, l'intervenant devra garantir la protection mécanique de ses ouvrages de manière à assurer la sécurité, soit par des protections béton, soit par la mise en place de plaque de kevlar ou EPDM normalisée, ou tout autre moyen similaire sur accord de la commune.

Tout câble ou conduite de quelque nature que ce soit doit être muni, conformément aux textes en vigueur, d'un dispositif avertisseur d'une couleur caractéristique :

- Rouge pour l'électricité,
- Jaune pour le gaz,
- Vert pour les télécommunications,
- Bleu pour l'eau potable,
- Blanc pour la fibre optique,
- Marron pour les eaux usées.

Ce dispositif doit être posé à 0,20 mètre au-dessus de la conduite.

ARTICLE 16 – RÉFECTIONS

Elles consistent à remettre la zone des travaux en son état initial.

La réfection des chaussées, parkings, pistes cyclables et trottoirs s'effectue conformément au guide technique « Remblayage des tranchées et réfections des chaussées » ou suivant les textes qui viendraient à le modifier. Préalablement à l'application du revêtement définitif, la couche supérieure de la fondation recevra une imprégnation à l'émulsion de bitume. Le revêtement de surface sera constitué d'un béton bitumineux 0/6 ou 0/10 sur une épaisseur variable suivant la voie ; les bords de tranchées seront découpés à la scie soigneusement et le joint de raccordement avec l'existant sera fermé à l'émulsion de bitume avec gravillonnage léger au gravillon de porphyre 2/4.

Les conditions de réfection seront précisées dans la permission de voirie préalablement demandée auprès du service gestionnaire de la voirie.

En règle générale, la réfection de surface sera réalisée dès la fin de l'intervention, de façon définitive. Le revêtement de réfection doit former une surface plane, régulière et se raccorder sans discontinuité aux revêtements en place. Dans le cas d'une réfection provisoire en attendant la réfection définitive, l'intervenant doit permettre de rendre aux usagers le domaine public utilisable sans danger. Le laps de temps entre ces deux réfections ne doit pas excéder 1 an. Pendant ce laps de temps, l'intervenant doit surveiller et entretenir les sites qu'il aura réfectionnés à titre provisoire.

La Ville de Lisieux préconise des contraintes d'implantations énoncées ci-dessous dans le cas où les tranchées ne sont pas implantées en rives de bordures, caniveaux et accotements :

Article 16.1 – Tranchée longitudinale

Pour une voirie inférieure ou égale à 4 mètres de large :

- Si la distance entre la bordure, le caniveau ou l'accotement et la tranchée est supérieure ou inférieure à la largeur moyenne de tranchée, la surlargeur de revêtement sera à reprendre ;
- Si la largeur moyenne de la tranchée est supérieure à 1/3 de la largeur de chaussée, le revêtement entier de la chaussée sera à reprendre ;
- Si la tranchée se situe à moins de 50 cm d'un caniveau, le caniveau sera à reprendre.

Pour une voirie supérieure à 4 mètres de large :

- Si la distance entre la bordure, le caniveau ou l'accotement et le bord de tranchée est supérieure ou inférieure à la largeur moyenne de tranchée, la surlargeur de revêtement sera à reprendre ;
- Si la largeur moyenne de la tranchée est supérieure à 1/3 de la largeur de chaussée, le revêtement entier de la chaussée sera à reprendre ;
- Si la largeur moyenne de la tranchée est supérieure à 1/3 de la largeur de la demi-chaussée, le revêtement de la demi-chaussée sera à faire ;
- Si la tranchée se situe à moins de 50 cm d'un caniveau, le caniveau sera à reprendre.

Pour un trottoir :

- Si la largeur moyenne est égale ou supérieure à la moitié de la largeur du trottoir, le revêtement en pleine largeur du trottoir sera à reprendre ;
- Si la largeur moyenne est inférieure à la moitié du trottoir, le revêtement sera à reprendre au plus proche de la bordure, du bâtiment, de la clôture ou de l'accotement, etc.

Pour un trottoir en asphalte ou béton :

- Le revêtement sera à reprendre en intégralité en pleine largeur jusqu'à un autre revêtement ou autre élément physique différent pour éviter les joints.

Les découpes perpendiculaires dues à des surlargeurs sont interdites, il faut procéder de façon à faire une découpe linéaire par segments de droites.

Dans le cas de tranchées à réaliser sur des zones de pavages, une dépose et une repose soignées seront imposées par un paveur agréé. Une validation préalable par le gestionnaire de voirie sera demandée afin de bien définir les caractéristiques techniques des reprises (choix des matériaux, type de joints, coloris, etc.).

Article 16.2 – Tranchée transversale

Pour une voirie inférieure ou égale à 4 mètres de large :

- Le revêtement sera à reprendre à l'identique sur toute la largeur quels que soient les travaux à entreprendre.

Pour une voirie supérieure à 4 mètres de large :

- Si la tranchée ou fouille est concernée que sur une demi-chaussée, le revêtement sera à reprendre depuis l'axe vers la bordure, caniveau ou accotement, etc. ;
- Si la tranchée ou fouille est concernée par plus de la moitié de la chaussée, le revêtement sera à reprendre sur toute la largeur de chaussée ;
- Si la tranchée ou fouille est concernée en plein milieu de la chaussée, le revêtement sera à reprendre sur toute la largeur de chaussée.

Pour un trottoir :

- Le revêtement sera à reprendre sur toute la largeur quels que soient les travaux à entreprendre.

Pour un trottoir en asphalte ou béton :

- Le revêtement sera à reprendre à l'identique en intégralité jusqu'à un autre revêtement ou élément physique différent pour éviter les joints.

Important :

Toutes les découpes doivent être perpendiculaires à la chaussée et/ou au trottoir. Dans le cas d'une tranchée oblique selon les contraintes de rayons de courbures des réseaux, la découpe se fera à chaque extrémité de la tranchée transversale de façon à obtenir un pavé rectangulaire.

Rappel :

Préalablement aux revêtements définitifs, les découpes seront validées par le service gestionnaire de la voirie.

En cas de surlargeur conséquente, la Ville de Lisieux pourrait participer aux frais de complément de réfection.

ARTICLE 17 – CRÉATION ET/OU MODIFICATION D'ACCÈS

Article 17.1 – Généralités

L'accès est un droit de riveraineté, mais il est soumis à autorisation lorsqu'il affecte le domaine public routier. Elle est délivrée sous forme de permission de voirie par la Ville de Lisieux.

Les dispositions et dimensions des ouvrages destinés à établir la communication entre la route et les propriétés riveraines doivent être toujours établies de manière à maintenir l'écoulement des eaux et préserver la continuité des cheminements piétons.

La construction et l'entretien des ouvrages sont à la charge du bénéficiaire de l'autorisation. Dans le cas où un accès existant ferait obstacle à l'écoulement des eaux, celui-ci pourra être déposé aux frais du riverain après envoi d'un courrier de la Ville de Lisieux.

Le nombre d'accès est limité par 1 par unité foncière et tout accès riverain devenu inutile suite à l'évolution du parcellaire sera à supprimer à la charge du riverain.

Article 17.2 – Caractéristiques techniques

Les principales dispositions à respecter dans le cadre de la création ou modification d'un accès sur le territoire de la Ville de Lisieux sont :

- Portail d'accès en retrait de 5 mètres par rapport à l'alignement de la limite de propriété et du domaine public ;
- Création d'un bateau devant l'accès pour le franchissement du trottoir en abaissant les bordures ou pavés en place ou, le cas échéant, les remplacer s'il y a détérioration. Le trottoir sera repris en pleine largeur avec un revêtement en béton bitumineux ou identique à l'état initial ;
- Mise en place d'une buse conforme aux normes françaises, de diamètre 300mm minimum. Les buses seront soit en béton armé de série minimale 135A, soit en PEHD annelé de classe minimale SN8 (ex CR8 ou CR16 si peu de charge) ;
- Mise en place à chaque extrémité de la buse d'une tête de sécurité en béton armé conforme aux normes NF en vigueur.

Article 17.3 – Conditions de visibilité

L'autorisation de création et/ou modification d'accès est soumise à la condition qu'il ne présente pas de risque pour la sécurité des usagers (zone de dégagement, carrefour ou virage dangereux, etc.).

D'une manière générale, l'accès sera toujours implanté sur la voie publique la moins circulée.

Ces conditions de visibilité s'appliquent pour toute création et/ou modification d'accès sur une voie communale. Elles découlent des vitesses pratiquées sur la voie adjacente conformément aux pratiques usuelles :

- Sur une voie circulée jusqu'à 50 km/h, la visibilité à partir de l'accès devra être de 50 mètres minimum ;
- Sur une voie circulée à 50 km/h, la visibilité à partir de l'accès devra être de 80 mètres minimum ;
- Sur une voie circulée à partir de 70 km/h, la visibilité à partir de l'accès devra être de 110 mètres minimum.

Pour le respect de ces conditions, des aménagements sur la parcelle (dégagement de visibilité) peuvent être imposés dans le cadre de l'autorisation de créer l'accès.

ARTICLE 18 – OBJETS D'ART OU VESTIGES ANCIENS

Toute découverte fortuite mobilière ou immobilière intéressant la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique, doit être signalée immédiatement au maître d'œuvre et ensuite à la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Normandie (service régional de l'archéologie, 13 bis rue Saint-Ouen, 14052 Caen cedex 04), par l'intermédiaire soit de l'administration gestionnaire du domaine, soit de la Préfecture du Département. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être aliénés ou détruits avant l'examen par un spécialiste mandaté par le conservatoire régional. Tout contrevenant sera passible des peines prévues aux articles 322-3-1 et 322-3-2 du nouveau Code Pénal.

ARTICLE 19 – CARACTÉRISTIQUES DES CLÔTURES ET PLANTATIONS

Les clôtures devront être implantées à l'alignement de la limite de propriété. Des reculs pourront être imposés selon le type de clôture.

Les plantations de haies vives, d'une hauteur inférieure à 2 mètres, seront implantées à une distance d'au moins 50 cm de l'alignement. Leur développement et leur conduite devront être assurés pour que la face externe de la haie ne fasse pas saillie sur l'alignement.

La plantation des haies d'une hauteur supérieure à 2 mètres seront implantées à une distance minimum d'au moins 2 mètres de l'alignement. Leur développement et leur conduite devront être assurés pour que la face externe de la haie ne fasse pas saillie sur l'alignement.

Le recul pour les plantations d'arbres hautes tiges devra être d'environ une fois et demi à deux fois la hauteur de l'arbre au stade adulte.

Rappel :

Les haies bordant le domaine public font partie de la propriété riveraine (sauf exception reconnue par le gestionnaire). Leur entretien revient aux propriétaires ou aux personnes qu'il aura désignées (locataires, usufruitiers, occupants, etc.).

Les riverains sont tenus d'élaguer les arbres surplombant le domaine public pour assurer un gabarit permettant le passage de tout véhicule ou piéton selon les normes PMR.

Ils doivent intervenir, dans un délai d'un mois à compter de la notification de toute mise en demeure faite par le Maire de Lisieux, pour assurer ce gabarit.

Faute d'intervenir, dans les délais, la Mairie de Lisieux peut faire intervenir une entreprise assurant l'entretien aux frais du riverain, avec mise en dépôt des produits sur la parcelle riveraine supportant la haie (article L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales).

La Ville de Lisieux procède au fauchage annuel des dépendances de chaussée, des fossés et des talus dans la limite du domaine public.

La responsabilité des propriétaires est engagée en cas de chute de branches sur le domaine public routier. De plus, les propriétaires sont tenus de prendre toutes les dispositions nécessaires lorsque l'état sanitaire des arbres est jugé défaillant.

ARTICLE 20 – PROTECTIONS DES PLANTATIONS ET DES ESPACES VERTS

Les services municipaux devront obligatoirement être informés 15 jours à l'avance par les intervenants de tous travaux ayant emprise sur les espaces verts végétalisés et/ou dans un rayon inférieur à 1 mètre de ceux-ci. Un état des lieux contradictoire sera dressé avant le démarrage desdits travaux.

Les troncs d'arbres ne doivent en aucun cas être utilisés comme supports pour afficher des panneaux de quelque nature que ce soit. De même, aucune affiche ne devra être collée sur le tronc.

En toutes circonstances, les troncs des arbres d'alignement devront être enveloppés (jusqu'aux premières branches basses du houppier), au moyen d'un corset constitué de planches de bois recouvrant la totalité du tronc sur une hauteur de minimum de 2 mètres ou tout autre moyen équivalent préalablement validé par la commune, afin de les protéger du choc des outils ou des engins mécaniques.

Un périmètre de protection devra être mis en place à l'aplomb de l'arbre afin d'éviter le tassement du sol dû à la circulation des engins.

En période de fortes chaleurs, les arbres compris dans l'emprise du chantier sont, à la diligence des intervenants, aspergés au moins deux fois par semaine pour faire disparaître les poussières déposées sur les feuilles par l'exécution des travaux. De plus, il conviendra d'effectuer un arrosage copieux une fois par semaine en période estivale sur les jeunes sujets, sous réserve du respect des restrictions relatives à l'utilisation de l'eau.

En cas de blessures involontaires aux arbres, la Ville de Lisieux doit être informée aussitôt. Si les blessures causées au végétal s'avéraient de nature à en compromettre la pérennité, une expertise serait alors réalisée par la commune.

Dans l'éventualité où les dégâts subis par l'arbre entraîneraient sa mort, l'intervenant devra prendre à sa charge le coût du remplacement de ce patrimoine (abattage/dessouchage de l'existant/fourniture et plantation conformément aux Règles Professionnelles N° : P.C.2-R1.).

Les dégâts entraînant le remplacement sont décrits selon les parties de l'arbre :

Blessures au tronc, écorce arrachée ou décollée

Les blessures en largeur ne se cicatrisent que très difficilement. Elles sont souvent le siège de foyers d'infections, qui diminuent la force de résistance de l'arbre, sa vie et sa valeur.

En cas de blessure, il sera établi un pourcentage de la lésion par rapport à la circonférence du tronc à la hauteur de ladite blessure.

Il ne sera pas tenu compte de la longueur de la lésion, celle-ci n'influant ni sur la cicatrisation, ni sur la vigueur future de l'arbre.

Dans l'éventualité où les tissus conducteurs de sève sont détruits à plus de 50%, l'arbre sera considéré comme perdu.

Branches cassées, arrachées ou brûlées

Pour évaluer l'étendue des dommages causés à la couronne de l'arbre, une proportion sera établie comme décrit précédemment, en tenant en compte de son volume avant mutilation.

L'arbre est considéré comme perdu :

- Si la moitié des branches est cassée, supprimée ou brûlée,
- Si les dégâts occasionnés déprécient entièrement l'arbre : essence ne repoussant pas sur le vieux bois (conifères, par exemple), arbre présentant un port particulier (forme architecturée, par exemple).

Arbres ébranlés, racines coupées

Arbres ébranlés

Un arbre ébranlé par un choc peut présenter des dégâts au système racinaire, difficilement estimable, pouvant entraîner sa mort.

On pourra compter éventuellement la valeur entière de l'arbre.

Racines coupées

L'évaluation des dommages est calculée comme décrit précédemment en tenant compte de la proportion des racines coupées ou cassées par rapport à l'ensemble du système racinaire dans un rayon de 1 à 5 mètres suivant le stade et la grosseur de l'arbre.

Il est interdit de procéder à la coupe des racines. Seul les services municipaux sont habilités à réaliser cette opération sur demande de l'intervenant, les frais correspondants étant à la charge de ce dernier.

En cas de mise à nu des racines, les intervenants s'engagent à remettre une couche suffisante de terre sur celles-ci afin de ne pas fragiliser le système racinaire de l'arbre, même pendant la durée du chantier.

ARTICLE 21 – PROPRIÉTÉ DU DOMAINE PUBLIC ET POLLUTIONS DES SOLS

Il est interdit de souiller le domaine public ou ses équipements (puisards, etc.). Tout stockage de produits ou matériaux (hydrocarbures, lubrifiants, peintures, solvants, détergents, ciment, plâtre, ...) y est interdit.

Toute surface tachée du fait des travaux, accidents ou autres situations, est obligatoirement intégrée aux zones que l'intervenant est tenu de réfectionner de façon définitive à ses frais.

La remise en état de tout équipement dégradé s'effectue dans les mêmes conditions ainsi que l'effacement des marques au sol pour le repérage des réseaux souterrains.

ARTICLE 22 – DÉFENSE INCENDIE

Il est interdit de puiser de l'eau sur les points d'eau incendie (PEI).

Cette infraction peut être passible d'une amende et d'une peine d'emprisonnement, conformément aux textes législatifs en vigueur, pour tout prélèvement d'eau ou l'ouverture illégale et intempestive des points d'eau incendie connectés au réseau d'eau potable.

La Ville de Lisieux met à disposition des bornes de puisage, en libre accès, notamment rue Edouard Branly et boulevard Jules Ferry.

CHAPITRE 4 – DROITS ET OBLIGATIONS

L'occupation directe ou mitoyenne du domaine affecté à la circulation publique implique le respect de certaines obligations et droits rappelés ci-dessous.

ARTICLE 22 – DROITS ET OBLIGATIONS DE LA VILLE DE LISIEUX

En tant que gestionnaire de la voirie, des trottoirs et espaces publics, la Ville de Lisieux :

- Doit veiller au bon état des voiries afin d'assurer, sauf circonstance exceptionnelle, une circulation en sécurité des usagers ;
- Doit veiller au bon état de la structure et des revêtements des trottoirs et chemins piétons afin d'assurer une circulation en sécurité des usagers ;
- Doit faire respecter le présent règlement.

ARTICLE 23 – DROITS ET OBLIGATIONS DES RIVERAINS

Les usagers et les riverains du domaine public doivent :

- Solliciter l'autorisation de la Ville de Lisieux avant toute intervention sur le domaine public ;
- Assurer l'entretien des ouvrages d'accès à leur parcelle et assurer le bon écoulement des eaux (buses, caniveaux, etc.) ;
- Pour les propriétés concernées par un ruissellement naturel, maintenir et favoriser l'écoulement des eaux de ruissellement. En effet, les propriétés riveraines du domaine public accueillant des eaux de ruissellement ou ouvrages hydrauliques annexes, doivent prendre toutes les dispositions pour permettre en tout temps, ce libre écoulement ;

- Entretenir le trottoir au droit de leur propriété : balayage, désherbage manuel et salage ou déneigement en hiver ;
- Assurer l'entretien de la végétation implantée en domaine privé mais débordant sur le domaine public ;
- Respecter les dispositions énoncées dans le présent règlement ainsi que dans l'arrêté municipal n° 1467 du 27 mai 2015 relatif à l'entretien des voies et espaces publics.

ANNEXES

Composition de la sous-chaussée

- Fiche n° 1 : tranchée ≥ 30 cm – très fort trafic
- Fiche n° 2 : tranchée ≥ 30 cm – trafic fort
- Fiche n° 3 : tranchée ≥ 30 cm – trafic moyen
- Fiche n° 4 : tranchée ≥ 30 cm – trafic faible

Composition du sous-trottoir

- Fiche n° 5 : remblayage des tranchées sur les trottoirs

Autres annexes

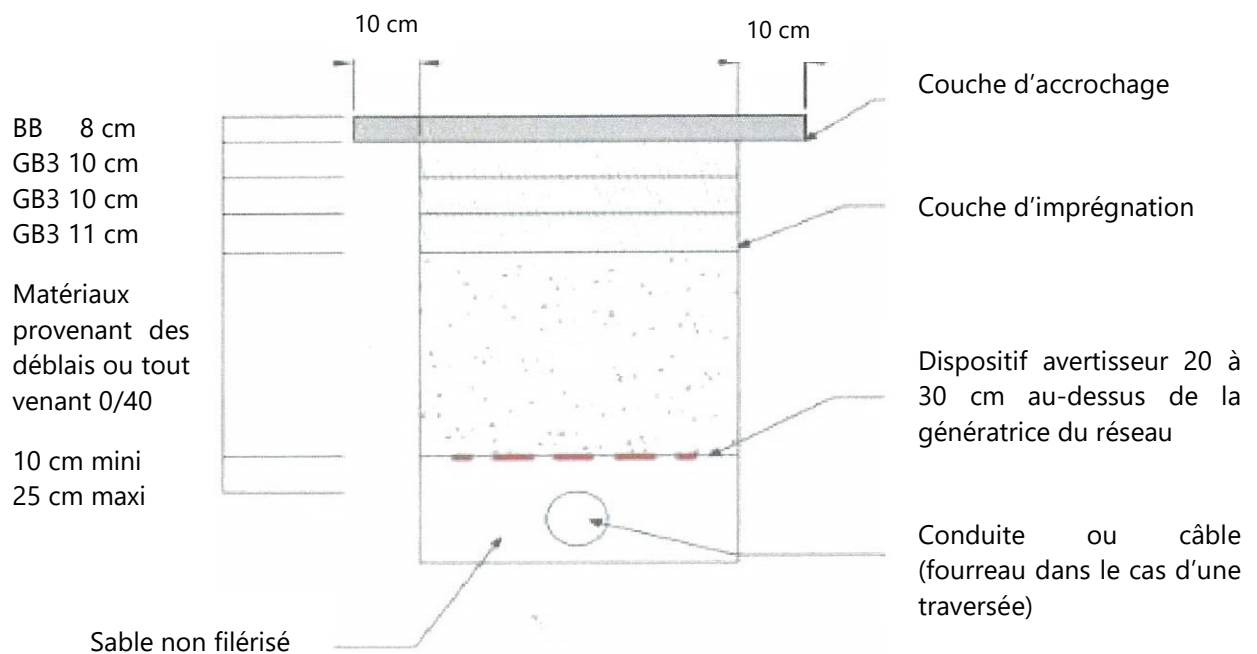
- Fiche n° 6 : charte des espaces verts
- Fiche n° 7 : pages de garde des trois fascicules DT/DICT/ATU, consultables en suivant le lien suivant :

<https://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr/gu-presentation/construire-sans-detruire/guide-dapplication-de-la-reglementation.html>

COMPOSITION DE LA SOUS-CHAUSSEE

Fiche n° 1

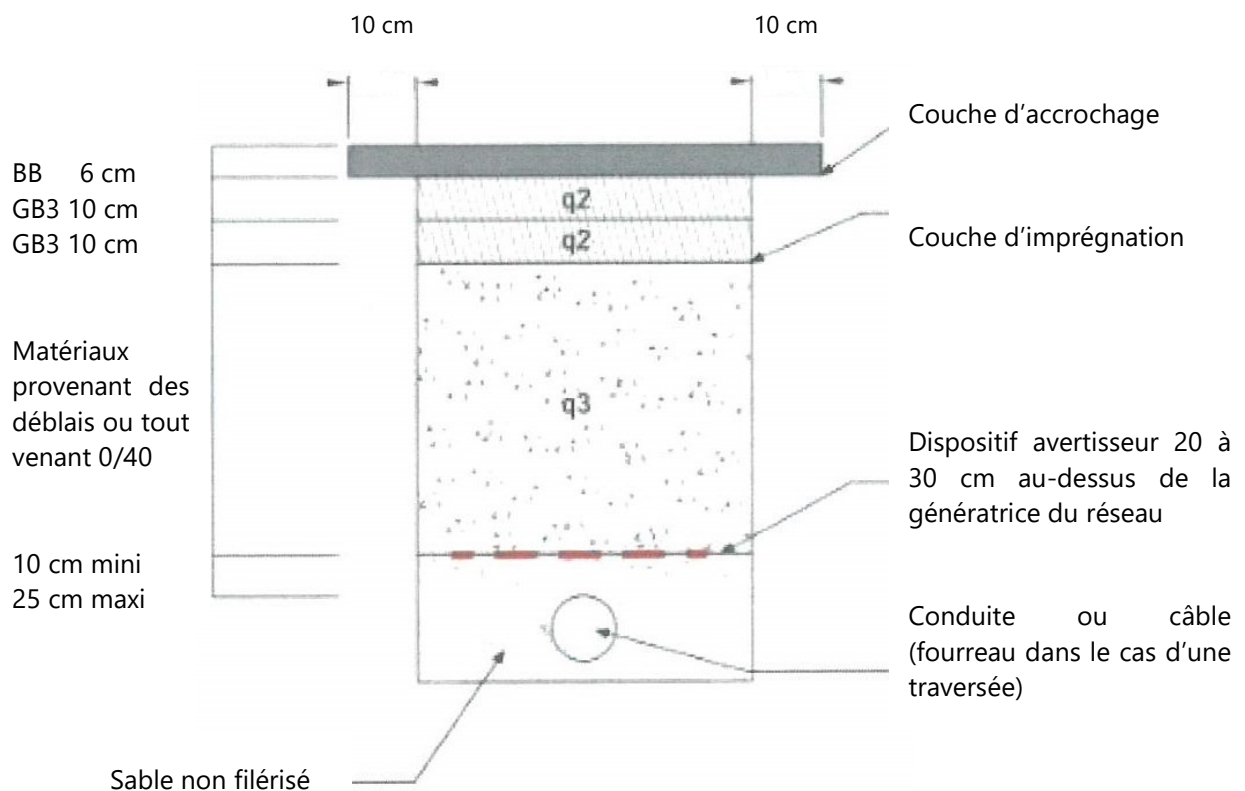
Tranchée ≥ 30 cm – Sous-chaussée – Très fort trafic



q2, q3 = qualité de compactage

Fiche n° 2

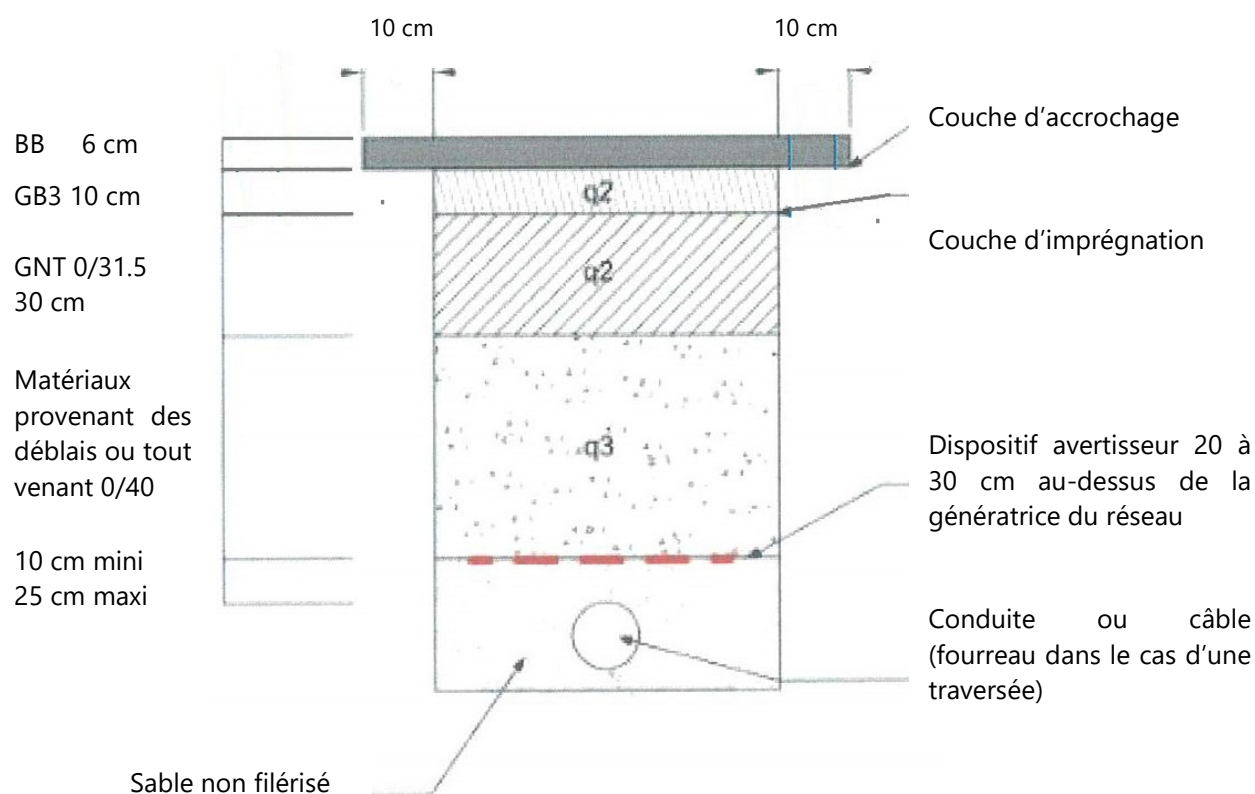
Tranchée ≥ 30 cm – Sous-chaussée – Trafic fort



q2, q3 = qualité de compactage

Fiche n° 3

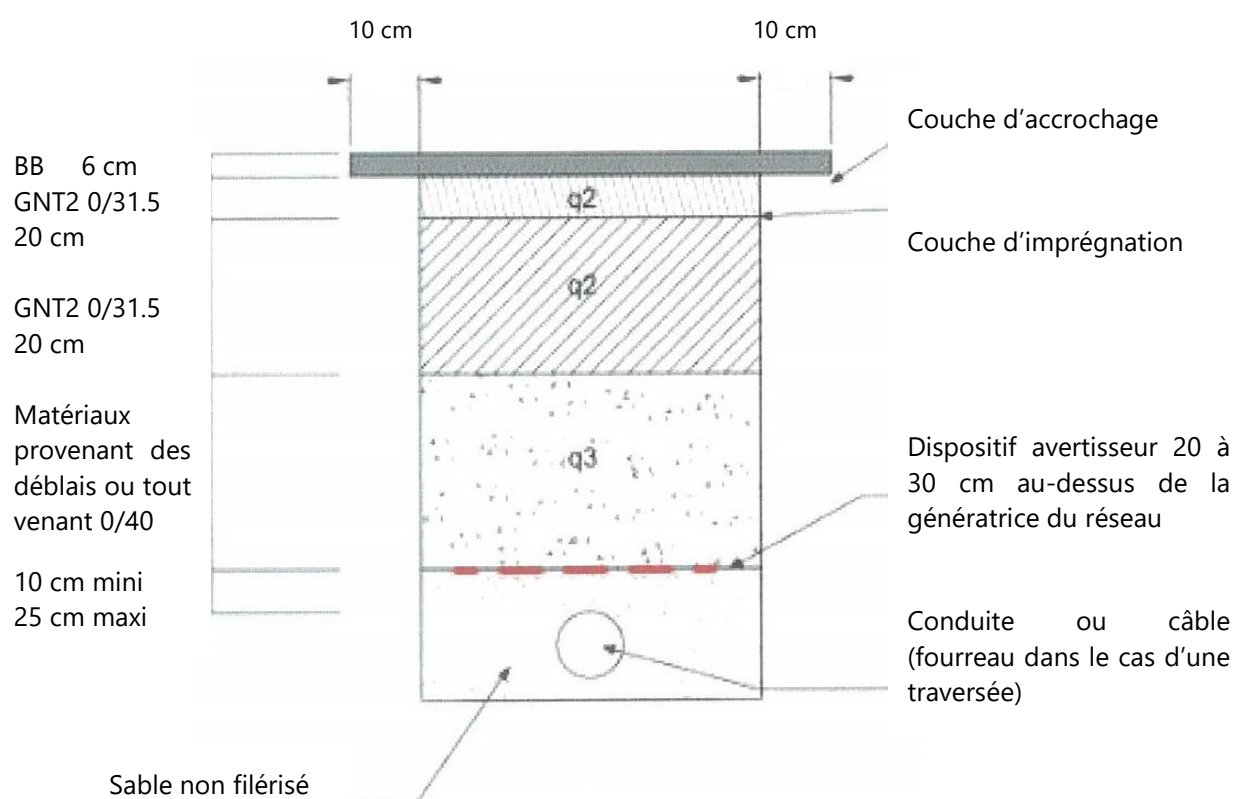
Tranchée ≥ 30 cm – Sous-chaussée – Trafic moyen



q2, q3 = qualité de compactage

Fiche n° 4

Tranchée ≥ 30 cm – Sous-chaussée – Trafic faible



q2, q3 = qualité de compactage

Légende :

Appellation du matériau de remblayage	Classement SETRA-GTR	Paramètres à garantir par les centrales ou les carrières
Grave bitume	DC3	Soit $D < 14 \text{ mm}$ Soit $D < 20 \text{ mm}$
Grave non traitée de catégorie 2	DC2	$D < 31.5 \text{ mm}$ $LA < 25$ $IC > 60$ $40 \leq ES \ 10 \ \% \ 50$ ou $VB \leq 2$
Tout-venant 0/40	B4	$D < 40 \text{ mm}$ tamisat à $80\mu < 12 \ \%$ et tamisat à $2\text{mm} < 70\%$ La courbe granulométrique doit être continue $VBS < 1$
Sablon	B1	$D < 50 \text{ mm}$ tamisat à $80\mu < 12 \ \%$ passant à $2 \text{ mm} < 70 \ \%$ $0.1 < VBS < 0.2$

D : diamètre des plus gros éléments

LA : coefficient de dureté Los Angeles

IC : indice de concassage

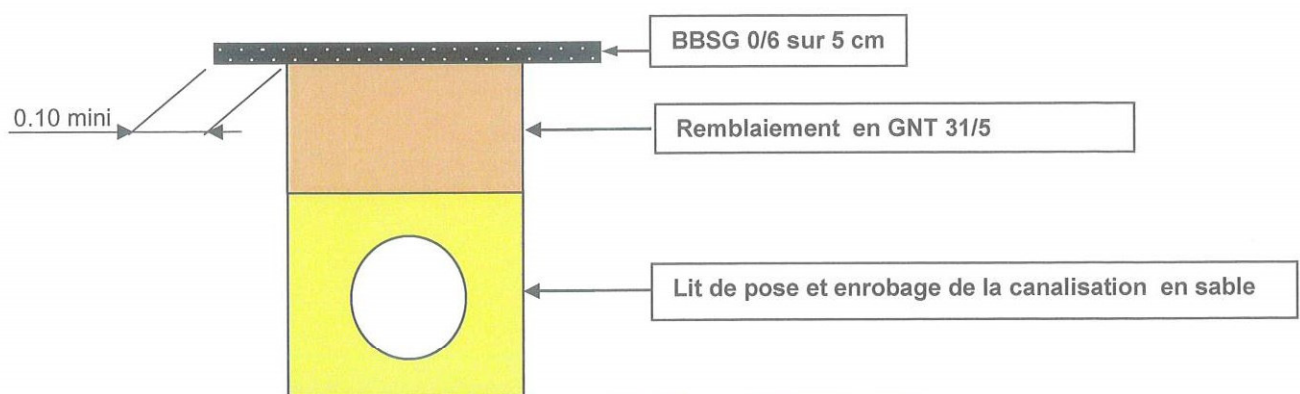
ES 10 % : équivalent de sable à 10 % de fines selon la NF P 18-597 (indice de propreté)

VB ou VBS : valeur au bleu de méthylène (indice de propreté)

COMPOSITION DU SOUS-TROTTOIR

Fiche n° 5

Remblayage des tranchées sur les trottoirs



Prévoir pour la structure :

- + Imprégnation sur remblaiement
- + Couche d'accrochage avant réalisation du BBSG

Trottoirs en béton

Suivant recommandations techniques de la permission de voirie ou de l'accord technique.

Trottoirs en dalles ou pavés

Suivant recommandations techniques de la permission de voirie ou de l'accord technique.

AUTRES ANNEXES

Fiche n° 6

PROTECTION DES PLANTATIONS **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Les mutilations et suppressions d'arbres sur les voies publiques sont interdites. Elles sont réprimées par l'Article 322-1 et 322-2 du Code Pénal.

La Ville se réserve la possibilité de réclamer aux contrevenants des dommages et intérêts correspondant au préjudice qu'elle aurait pu subir et du fait de la perte ou de la mutilation de ses plantations.

1. Exécution des tranchées et mouvements de sol à proximité des arbres

Sont interdits, les tranchées, opérations de nivellement, ou encore compactages du sol dans un rayon de 2 mètres autour du tronc pour les arbres d'alignement et 3 mètres pour les arbres isolés.

A titre exceptionnel, des tranchées manuelles peuvent être effectuées dans ce périmètre de protection. La pose d'un film protecteur sur les racines peut être demandée par la commune en fonction de la durée de l'ouverture des fouilles et des conditions climatiques.

Le remblaiement est réalisé en terre végétale de première qualité.

2. Protection de la cuvette de l'arbre

Le dépôt de matériaux à proximité des troncs doit être évité. Les liquides résiduels ou d'écoulements de mortiers et de ciments ne doivent pas polluer le système racinaire. La circulation des engins de travaux lourds doit être proscrite près des arbres.

3. Protection du tronc et des charpentières

En toute circonstance et pendant la durée du chantier, les arbres doivent être protégés du choc des outils ou des engins mécaniques. Aucune plaie, aucune fixation de matériau ne peut être admise ni sur les troncs, ni sur les branches. Les implantations provisoires (ex. baraques de chantier...) doivent respecter les arbres de la même façon.

En cas de bris de branche accidentel, il faut appeler les services municipaux pour que ceux-ci effectuent une reprise de coupe.

4. Protection du système racinaire

Il est interdit de couper ou mutiler les racines de plus de 7 cm de diamètre.

Si des racines doivent être coupées, il faut l'accord de la commune.

En cas d'arrachage accidentel, il faut appeler le service Nature en Ville afin que celui-ci effectue une reprise de coupe avant le remblaiement.

5. Réfection des gazons

La réfection des gazons comprend le travail du sol, l'apport de terre complémentaire, le nivelage et l'ensemencement.

Elle doit être systématiquement effectuée à la fin du chantier.

Personnes du service Nature en ville à contacter :

Le responsable Nature en ville : 06 62 90 64 54

Le chef d'équipe élagage : 06 60 29 61 82



Fiche n° 7 – 1



GUIDE D'APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION

relative aux travaux à proximité des réseaux

Fascicule 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Version 2





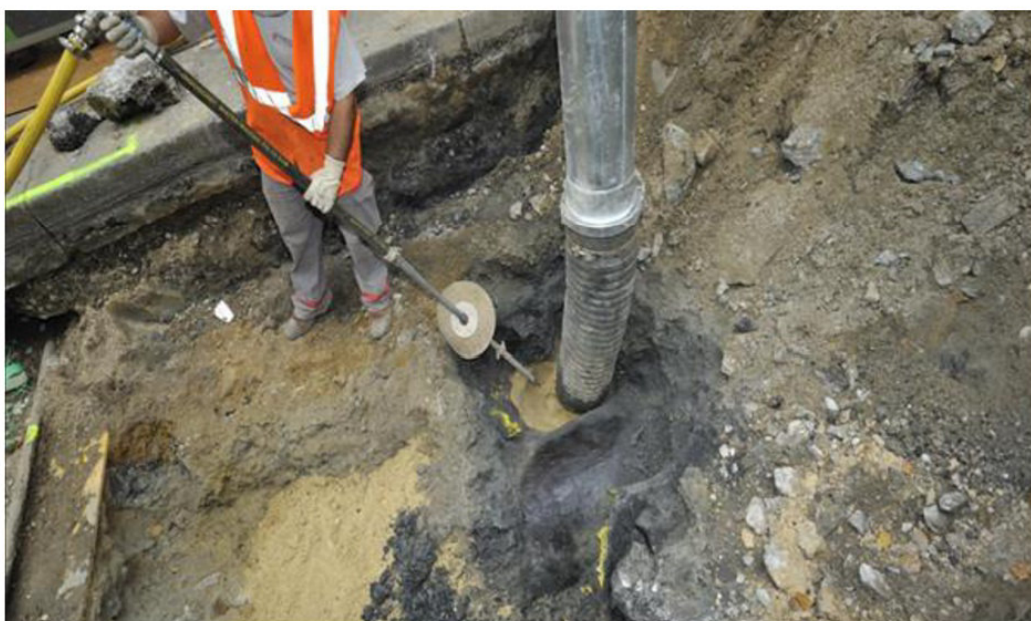
Fiche n° 7 – 2



GUIDE D'APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION

relative aux travaux à proximité des réseaux

Fascicule 2 GUIDE TECHNIQUE Version 3





Fiche n° 7 – 3



GUIDE D'APPLICATION DE LA REGLEMENTATION

relative aux travaux à proximité des réseaux

Fascicule 3

FORMULAIRES ET

AUTRES DOCUMENTS PRATIQUES

Version 2

